



ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN



Le point sur L G B T Q I A + F S U



publication du groupe LGBTQIA+ de la FSU - AVRIL 2024

Histoire des mouvements LGBTQIA+

Au cours de l'histoire, les sociétés se sont montrées majoritairement hostiles à toute remise en cause de l'hétérosexualité et de la binarité sexuelle. Dans notre société occidentale, si une culture des "invertis" a pu émerger à la fin du XIXe siècle puis dans les années 1920 et 1930, il n'en reste pas moins que l'homosexualité ne s'affichait alors pas publiquement. Pas de revendication, si ce n'est l'espoir des homosexuel·les qu'on les laisse tranquilles. Tout se joue dans le non-dit, dans les paroles à double sens, dans les lieux clandestins. En France, la Révolution a permis les rapports homosexuels dès 1791, mais par la suite plusieurs lois sur l'exhibition sexuelle, l'outrage public à la pudeur et l'attentat à la pudeur furent utilisées pour réprimer légalement l'homosexualité. Le gouvernement de Vichy, en appui d'une politique familiale et nataliste et suite à plusieurs « scandales » liés à l'homosexualité dans l'armée, promulgue la loi du 6 août 1942 qui favorise leur condamnation.

Malgré la victoire des Alliés en 1945, cette loi n'est pas abrogée. Il s'agit alors de reconstruire la France : dans ce cadre, le modèle de la famille traditionnelle et patriarcale est valorisé. En 1960, l'amendement Mirguet (nom du député qui le porta), qualifiant l'homosexualité de « *fléau social* », vient même ajouter un délit supplémentaire qui alourdit les peines d'outrage aux bonnes mœurs et attentats à la pudeur dès lors qu'il s'agit de deux personnes de même sexe.

Dans les années 1950, une association "homophile" voit le jour sous le nom d'Arcadie. Elle vise surtout à donner une image « propre » de l'homosexualité masculine. Elle prône une

acceptation de l'homophilie, comme une attirance esthétique pour l'homme. Malheureusement, l'association a beaucoup de mal à accepter des femmes en son sein.

Prolétaires de tous pays, caressez-vous !

Puis vient Mai 68, la remise en question de l'ordre établi et la revendication du droit à disposer de son corps hors des contraintes de la société. Ce mouvement, au-delà des grèves massives, amorce de nouvelles formes d'investissements politiques pour un monde plus juste et plus égalitaire. Dans ce cadre, vont naître des mouvements homosexuels qui investissent le champ politique, tel le FHAR (Front homosexuel d'action révolutionnaire) qui se crée dans la foulée de l'envahissement d'une émission publique de Ménie Grégoire pour RTL intitulée « l'homosexualité, ce douloureux problème », puis le GLHPQ (groupement de libération homosexuelle politique et quotidien).

Ces groupes se battent pour l'abrogation des lois de 1942 et 1960 et pour que l'homosexualité soit retirée de la liste des maladies mentales de l'OMS. Revendiquant le droit à disposer de son corps, ces groupes soutiennent aussi les mouvements féministes pour le droit à l'avortement.

Des magazines éphémères ou rapidement censurés paraissent : *Le doigt dans le cul* ; *Le fléau social* ; *Antinorm* ; *Tout*. Ces magazines abordent, dans leurs colonnes, la question de l'homosexualité en termes politiques.

En 1977, l'homosexualité sort de l'anonymat avec la création de *Gai pied*, premier magazine dédié à être vendu en kiosque au niveau national. En 1982, le magazine *Lesbia* élargit le champ aux lesbiennes. Géré par une équipe bénévole, sa diffusion se fait par abonnement et dans les lieux militants. Ces deux journaux marquent leur temps, de par leur durée et leur diffusion.

À la fin des années 1970 se montent aussi les premières universités d'été homosexuelles à Marseille, moments de rencontres où on débat sur des vécus de l'homosexualité dans le monde, des avancées politiques, des luttes à mener. Les premières recherches gaies et lesbiennes venant des États-Unis sont discutées.



Claude Truong-Ngoc / Wikimedia Commons

1981, l'amorce de changements importants

Lors des élections de 1981, François Mitterrand s'engage entre les deux tours à dépénaliser l'homosexualité et accorde une interview à *Gai pied*. Sa victoire permet des avancées : l'homosexualité est retirée de la liste des maladies mentales de la sécurité sociale en juin 1981 puis dépénalisée en août 1982. De même, en juin 1981, le Groupe de contrôle des homosexuels à la Préfecture de police de Paris est dissous et la circulaire Defferre du 12 juin 1981 limite le fichage des homosexuel·les et le contrôle d'identité sur les lieux de rencontre. Le 21 décembre 1981, le directeur central de la sécurité publique rappelle aux polices urbaines que « les contrôles exercés dans le cadre de la loi pénale ne doivent présenter aucun caractère discriminatoire à l'encontre des homosexuels, notamment dans les lieux de rencontre privilégiés ». Il faut tout de même

attendre 1990 pour que l'homosexualité sorte enfin de la liste des maladies mentales de l'OMS.

De la consommation à la contamination

Cette "libération" entraîne une liesse communautaire, à Paris et dans d'autres métropoles, les commerces et espaces dédiés se développent. Le militantisme évolue alors et les associations dites "de loisirs homosexuels" tournées vers la convivialité se multiplient. Quelques associations politiques perdurent, mais sont pour la plupart issues de mouvements politiques, comme l'Association des parents gais et lesbiens, Homosexualité et socialisme, les Gays pour les libertés, ou encore les Gays libéraux.

Dès 1982, les premiers cas de sida sont déclarés. Les gays sont les premiers touchés par ce virus, et sont vite montrés du doigt comme agents propagateurs. Les propos outranciers, les errements de la communication grand public, et les morts vont devenir le quotidien des homosexuels.

Se sentant seuls face à la maladie, les gays vont s'organiser, tout d'abord dans l'entraide : Aides, Vaincre le SIDA, et d'autres associations interviennent auprès des personnes malades, soutiennent les "veufs", et font de la prévention tant auprès du grand public que de la communauté homosexuelle.

En 1987, face au rejet et à l'immobilisme de la classe politique et de la société, Act up va se créer à New York. L'organisation sert de modèle à Act up Paris, créée en 1989.

L'approche tournée vers l'accompagnement et la prévention se veut désormais revendicative et politique. Act up n'hésite pas à utiliser les codes de la communication pour faire parler d'elle avec des actions choc rapidement relayées par les médias, et utilise aussi la désobéissance civile comme outil de manifestation.

Ces associations de lutte contre le sida sont composées en très grande majorité de militant·es homosexuel·les et vont contribuer au renouveau des associations homosexuelles et aux avancées législatives pour l'égalité des droits.

Vers la reconnaissance des couples homosexuels

Ainsi, face au dénuement dans lequel se retrouvent souvent les compagnons survivants, face aux réactions de certaines familles de défunts, les associations de lutte contre le sida et les associations homosexuelles vont lutter pour que voit le jour une reconnaissance des couples homosexuels tout au long des années 1990. Cela aboutit à la création, en 1999, du PACS, union civile ouverte aux couples homosexuels et hétérosexuels, malgré la forte opposition des mouvements réactionnaires. En 2013, une nouvelle avancée législative vers l'égalité des droits a lieu avec le mariage pour toutes et tous, qui, bien que largement accepté par une écrasante majorité de la population, mobilise encore contre lui les mêmes mouvements réactionnaires qu'au moment du PACS.

Vers un renouvellement militant

Parallèlement, au milieu des années 1990, les premières trithérapies apparaissent et, avec elles, l'espoir que cesse l'hécatombe. Si elles permettent dans un premier temps de prolonger la vie des patient·es de quelques années, elles vont assez rapidement faire basculer l'infection au VIH du côté des maladies chroniques.

On peut désormais vivre avec le VIH. De plus, la PREP, traitement à titre préventif des risques d'exposition au VIH, apparaît au milieu des années 2010 en France. De ce fait, les associations de lutte contre le VIH voient leurs effectifs fondre. Du côté

des associations LGBT, si la Marche des fiertés attire beaucoup de monde grâce à sa médiatisation croissante, le nombre de militant·es subit lui une forte baisse à la suite de la conquête de nouveaux droits.

Pourtant, les enjeux restent importants, tant au niveau des droits des familles homoparentales qu'au niveau sanitaire, car l'épidémie de VIH n'est pas terminée, notamment à l'échelle mondiale. En outre, si ces avancées vers l'égalité des droits pour les LGBT sont bien réelles, il ne faut pas négliger la structuration des mouvements réactionnaires, tant à l'échelle nationale qu'internationale.

Au début des années 2000, les partis politiques et les syndicats commencent également à s'emparer de la lutte contre les discriminations, et parmi celles-ci, l'homophobie.

Tout est politique

Si pour les gays et les lesbiennes les acquis sont indéniables, ils sont surtout le fruit de plus de 50 ans de luttes. À l'inverse, la reconnaissance des droits des personnes trans est beaucoup plus tardive et très incomplète.

C'est pourquoi, depuis les années 2000, la question des droits des personnes trans est devenue beaucoup plus centrale, aboutissant en 2010 au retrait de la transidentité de la liste des maladies mentales de la sécurité sociale (en 2019 pour l'OMS). Les associations trans se sont multipliées depuis et se battent pour que les vies des personnes trans ne restent pas liées au bon vouloir du corps médical ou du pouvoir judiciaire. En France, elles obtiennent, en 2016, le droit de changer de sexe à l'état civil sans chirurgie ni stérilisation.

Pour autant, le droit français exige toujours l'expertise d'un psychiatre pour entamer une transition. Les mineur·es trans sont également peu considérés, même si la circulaire de septembre 2021 du Ministère de l'Éducation nationale témoigne d'une prise en compte de leurs difficultés.

Si la visibilité des personnes trans progresse et si le changement d'état civil pour les personnes trans, comme le mariage et l'adoption par les couples homosexuels, est largement accepté dans la population, les personnes trans restent bien plus souvent agressées et, plus généralement, victimes de discriminations que les bisexuel·les et les homosexuel·les. En découle, parmi les personnes trans, un taux de suicide encore particulièrement alarmant.

Les nouveaux droits, la visibilité accrue et la prise en compte des discriminations subies par les personnes trans leur permettent, comme pour les personnes bisexuel·les et homosexuel·les précédemment, de ne plus rester caché·es. Dès lors, si le nombre de personnes se définissant comme trans progresse, ce n'est pas un effet de mode, mais bien la conséquence de l'évolution récente de la société et du droit.

Dans le même temps, la binarité est bousculée avec un mouvement queer qui remet en question les normes de genre, de sexualité, de famille. Dans ce cadre se développe, au milieu des années 2010 en France, un combat pour interdire les mutilations et les traitements non consentis sur les personnes intersexes. Notamment pour que les enfants présentant des variations anatomiques par rapport aux normes qui définissent le masculin ou le féminin selon le corps médical et la société, puissent exprimer leur identité de genre avant toute intervention sur leur corps. Les différentes composantes LGBTQIA+ expriment leurs revendications, y compris dans le champ politique

où des associations, comme queer nation, les inverti·es, investissent les questions de luttes sociales avec un regard LGBTQIA+ (lutte contre la réforme des retraites, lutte contre la guerre, soutien au peuple palestinien...).

Le combat pour la reconnaissance de chacune et chacun avec ses particularités est en marche. Il n'est pas encore gagné loin de là, mais l'alliance de toutes et tous pour une société plus égalitaire nous permet d'espérer. Nous devons donc nous unir, syndicats, associations LGBTQIA+, féministes, et associations de lutte contre les discriminations, pour que nous puissions toutes et tous vivre ensemble sans être sous le joug du patriarcat.



LGBTQIA+, c'est quoi, ce sigle ?

Ce sigle désigne « la communauté » lesbienne (L), gay (G), bi (B), trans (T),

queer (Q), intersexe (I), asexuelle (A) et tous les autres (+). Depuis l'origine du terme "lesbianisme" associé à Sappho dans l'Antiquité jusqu'à l'intégration des autres, chaque mot a été le fruit de luttes, de réappropriations et d'une prise de conscience progressive de la diversité sexuelle et de genre. L'acronyme s'est allongé au fil des années pour inclure davantage d'identités, mais suscite également des débats quant à son exhaustivité.

La montée des mouvements réactionnaires face aux revendications LGBTQIA+

L'extrême droite fonde une grande partie de son idéologie sur le rejet de l'autre. Mais l'autre peut revêtir deux dimensions : il ou elle peut venir d'ailleurs, et ne pas comprendre ou intégrer "nos valeurs", ou alors être de notre culture et ne pas la respecter, bafouer "la morale".

Au cours du XXe siècle, l'extrême droite s'est toujours focalisée sur ces deux aspects : le nazisme a aussi organisé la déportation de personnes homosexuelles ou transgenres. Aujourd'hui, nous assistons à un mouvement similaire, puisque les attaques contre les migrant-es et les "déviant-es" se multiplient.

Depuis la fin des années 1990, les mouvements de lutte pour une égalité des droits des homosexuel·les ont avancé et la normalisation semblait en action. Pourtant, à l'occasion de la discussion de la loi instituant le mariage pour toutes et tous, on a pu voir une résurgence des mouvements réactionnaires parvenant à organiser d'importantes manifestations contre cette loi. Si elle est passée, il n'en reste pas moins qu'elle a été pour les réactionnaires l'occasion de se regrouper, de s'unir et de sortir au grand jour. Alors même que l'égalité des droits est très majoritairement acceptée par la population, les actes

LGBTQIA+phobes se sont multipliés.

Non contentes de s'être fédérées derrière la manif pour tous, ces forces d'extrême droite ont su développer une communication efficace sur les réseaux sociaux et dans les médias. Elles bénéficient ainsi du processus de dédramatisation et de normalisation des principaux partis d'extrême droite et de leurs idées. Le phénomène ne se cantonne pas à nos frontières. Sur l'ensemble des continents, les langues se délient pour inonder le monde de propos publics clairement LGBTQIAphobes. Et lorsque l'extrême-droite prend le pouvoir, elle multiplie inmanquablement les attaques contre les droits des personnes LGBTQIA+. À l'échelle européenne, on peut citer la Hongrie au travers de l'éducation, l'Italie avec notamment la non reconnaissance des enfants de familles homoparentales ou la Pologne avec des zones d'exclusions pour les LGBTQIA+...



C'est dans cette même dynamique que se sont développés des discours réactionnaires, nés aux États-Unis, condamnant le "wokisme". Cette notion a été inventée de toute pièce pour décrire initialement les revendications de mouvements afroaméricains (qui scandaient "*we are awake*")



dans les manifestations, suite à l'assassinat de jeunes noir·es) et, dans le même temps, les études scientifiques qui montrent l'intersectionnalité des discriminations. Ce terme, dont la droite et l'extrême droite française se sont emparées, désigne désormais toutes les revendications progressistes en matière de lutte contre les discriminations.

Les revendications des personnes trans, qui viennent percuter le schéma traditionaliste, sont

particulièrement ciblées par les mouvements réactionnaires qui multiplient les attaques individuelles, majoritairement en ligne, ainsi que les tentatives, parfois couronnées de succès, de bloquer ces revendications, voire de réduire les droits des personnes trans.

Ces mouvements ultraconservateurs s'inquiètent plus globalement de la présence des LGBTQIA+, de leur visibilité, et surtout de leur acceptation croissante dans la société. De plus en plus minoritaires dans la population, les idées réactionnaires n'en restent pas moins dangereuses du fait de leur audience politique et médiatique et des méthodes violentes des mouvements qui les portent.

À ce titre, en France, le monde de l'éducation est déjà la cible d'attaques de groupuscules, à commencer par le mouvement d'Éric Zemmour, Parents vigilants, qui dénonce l'entrisme de la propagande LGBTQIA+ à l'école et revendique le

retour de l'éducation à la sexualité dans le giron familial.

Si nous savions dans les années 1990 leur répondre et agir face à elles et eux, aujourd'hui leurs idées infusent dans la société et les médias. Le Front Républicain semble bien fragile.

Pourtant, comme pour toutes nos luttes, nous devons dénoncer chacune de ces dérives passéistes et continuer à nous battre pour un monde plus égalitaire.

Pourquoi la FSU s'est intéressée aux mouvements LGBTQIA+ ?

La FSU, à l'instar de l'ensemble des mouvements syndicaux, a besoin de se réinventer et s'ouvre à des questions en apparence extérieures aux enjeux professionnels. Parmi ces nouveaux champs se trouve la lutte contre l'homophobie, jusqu'ici laissée aux seules associations LGBTQIA+. Seule la CFDT s'était quelque peu intéressée à ce sujet dès les années 1980. Fruit de nombreux débats lors de multiples congrès, les mandats de la FSU embrassent désormais les questions LGBTQIA+. Pourtant, il est à noter que par le passé, comme dans de nombreuses organisations de gauche, l'universalisme et la lutte des classes ont souvent été présentés comme antinomiques de cette lutte contre les discriminations. Aujourd'hui, la FSU porte un message qui se veut audible au sujet des LGBTQIA+ en s'adressant au plus grand nombre en prônant une égalité de tous et toutes, mais elle participe également à la transformation sociale en défendant les questions intersectionnelles, trans ou intersexes.

Cette évolution, qui concerne la grande majorité des organisations syndicales, fait que celles-ci sont de plus en plus reconnues par les associations LGBTQIA+ comme des appuis certains au sujet des LGBTQIAphobies, en particulier dans le monde du travail. Ainsi, du côté de l'éducation, le Collectif éducation contre les LGBTIphobies en milieu scolaire et universitaire, fondé en 2004 à l'initiative de la FSU, regroupe 12 organisations dont 6 organisations syndicales.

Aujourd'hui, on peut distinguer, sans doute de manière un peu caricaturale, trois catégories d'associations LGBTQIA+ : des associations dites de loisirs et de convivialité généralistes, les plus nombreuses, peu engagées politiquement mais participant à la normalisation des LGBTQIA+ dans la société ; des associations politiques traditionnelles, issues des mouvements des années 1990 et qui portent la parole LGBTQIA+ dans l'opinion publique et auprès des institutions ; et des associations politiques plus radicales, avec lesquelles nous échangeons autant que possible. Même si nous ne partageons pas l'ensemble de leurs revendications, ces associations participent fortement au renouvellement revendicatif des luttes contre les LGBTQIA+phobies, notamment en abordant la situation des personnes trop souvent délaissées par une simple lutte contre l'homophobie. Ces associations ont aussi montré récemment leur capacité à mobiliser dans l'action collective et à attirer une partie conséquente des jeunes générations de militant·es LGBTQIA+. En ce sens, la FSU est membre associé (et non plus actif), de l'inter LGBT. Le cadre unitaire, également à l'échelle locale, est d'ailleurs un élément important pour porter les questions LGBTQIA+ qui font globalement consensus mais sont trop peu souvent portées massivement dans les organisations syndicales.



Besoin d'engagement des allié·es

Si la FSU a su intégrer les questions LGBTQIA+ dans ses mandats, il n'en reste pas moins que les militant·es s'en saisissent peu.

L'universalisme est et restera une boussole dans nos revendications mais on ne peut en aucun cas l'envisager si on ne lutte pas contre les discriminations. C'est la société dans son ensemble qui doit évoluer et les personnes discriminées ne doivent pas être les seules à porter cette cause.

Les discriminations contre les personnes LGBTQIA+ ont le plus souvent les mêmes ressorts sociaux et politiques, et s'articulent fortement avec les discriminations sexistes et racistes. Ces discriminations peuvent même se cumuler : c'est le sens de la notion "d'intersectionnalité".

De la même manière, la lutte contre les discriminations LGBTQIA+ est souvent renvoyée à une question dite « sociale ». Or, les conséquences de ces discriminations sont bien souvent économiques, en particulier lorsqu'elles se déploient dans le monde du travail (blocages de carrière, inégalités de rémunération, voire licenciements) ou lorsqu'elles touchent, au travail ou en dehors, des personnes appartenant aux classes populaires. La lutte des classes n'est pas à opposer à la lutte contre

les LGBTQIA+phobies. Une belle illustration en est donnée par le film *Pride* qui raconte l'aide apportée par la communauté LGBTQI aux mineurs en grève dans l'Angleterre du début des années 1980. Loin d'être contradictoires, tous ces combats s'additionnent pour une société toujours plus universaliste.

Pour que la société évolue vraiment, la FSU appelle l'ensemble de ses militant·es à lutter contre les LGBTQIA+phobies. En diffusant les informations sur le sujet, en investissant les collectifs, les Marches des fiertés ; en bref, en rendant visible cette thématique.



Pour aller plus loin

Nous vous proposons une liste, non exhaustive, de films, séries et livres issus de "la culture LGBTQIA+". À partir des années 2000, émerge une représentation plus positive des personnages LGBTQIA+. L'aspect caricatural de *La Cage aux folles* ou la stigmatisation des personnes séropositives comme dans le film *Philadelphia* sont heureusement dépassées. Il est ainsi très intéressant d'aborder ces productions suivant les périodes du XXe siècle. Au cinéma, nous sommes passés tout de même de personnages un peu glauques, vils et quasi invisibles (*Hôtel du Nord*) à des films qui racontent sans ambages la découverte de la sexualité d'un jeune gay (*Call me by your name*) le même phénomène se passe avec les films parlant des lesbiennes : il en a fallu du chemin pour parvenir à *La vie d'Adèle*. Les personnages trans, non binares ou bisexuel·les commencent aussi à bien apparaître à l'écran, de manière beaucoup moins caricaturale qu'avant.

Films : *Priscilla folle du désert*, *My beautiful laundrette*, *Tomboy*, *Gazon maudit*, *Beignets de tomates vertes*, *Torch song trilogy*, *Pride*, *Ma vie en rose*, *120 battements par minute*, *Petite fille...*

Séries : *Sex Education*, *Heartstopper*, *Chair tendre*, *Sense8*, *Glee*, *the L World*, *Queer as folk*, *Pose*, *Fellow Travelers*, *It's a sin*, *When we rise...*



Voici une liste de livres traitant de thématiques LGBTI, classés par ordre alphabétique par auteur·ice :

1. André Aciman, *Call me by your name* (2007)
2. Armistead Maupin, *Chroniques de San Francisco* (1978)
3. Becky Albertalli, *Moi, Simon, 16 ans, Homo Sapiens* (2015)
4. Camila Sosa Villada, *Les Vilaines* (2021)
5. James Baldwin, *La Chambre de Giovanni* (1956)
6. Jean-Louis Bory, *Ma Moitié d'orange* (1973)
7. Julien Green, *Journal 1926-1940* (1970)
8. Lucia Etxebarria, *Béatrix et les corps célestes* (1998)
9. Manuel Puig, *Le Baiser de la femme araignée* (1976)
10. Monique Wittig, *La Pensée straight* (2001)
11. Nina Bouraoui, *Tous les hommes désirent naturellement savoir* (2018)
12. Panayotis Pascot, *La Prochaine Fois que tu mordras la poussière* (2023)
13. Patricia Highsmith, *Carol* (1952)
14. Philippe Besson, *Arrête avec tes mensonges* (2017)
15. Pierre Seel, *Moi, Pierre Seel, déporté homosexuel* (1994)
16. Proust, *A la Recherche du temps perdu, tome 4 : Sodome et Gomorrhe* (1921)
17. Virginia Woolf, *Orlando* (1928)
18. Yves Navarre, *Le Petit Galopin de nos corps* (1980), *Le Jardin d'acclimatation* (1982)
19. Yukio Mishima, *Les Amours interdites* (1951)



www.fsu.fr

SERVICES PUBLICS ÉDUCATION,
RECHERCHE, CULTURE, SANTÉ-SOCIAL, JUSTICE,
EMPLOI, ENVIRONNEMENT, COLLECTIVITÉS...

**Unissons-nous,
Syndiquiez-vous !**

**Il est *U*rgent
de défendre
le service
public !**